

Extraits concernant les questions environnementales

du livre de

Stefan Engel,

L'Aube de la révolution socialiste internationale

Mars 2011

Revolutionärer Weg, N° 33

II. La stratégie et la tactique du capital financier international dans la lutte des classes contre le prolétariat international et ses alliés

(...)

II.3 Les moyens de subsistance de l'humanité menacés par la catastrophe écologique mondiale

L'unité de l'homme et de la nature est la base sur laquelle toutes les sociétés humaines et leurs modes de production se développent. Dans le livre « Crises et lutte des classes », il est dit à ce propos :

*« Toute production est en soi une combinaison de travail et de matière naturelle. L'homme produit en arrachant par son travail la richesse matérielle à la nature ; il modifie la forme des matières naturelles et crée les différentes valeurs d'usage qui sont utiles à la société humaine. ... Cet échange entre l'homme et la nature est une condition à toute existence humaine et il est **fondamental pour toutes les formations sociales**. »* (Willi Dickhut, Crises et lutte des classes, p. 9, mise en relief par la rédaction).

Dès le début, le mode de production capitaliste a été accompagné d'éléments de destruction de la nature. Ceux-ci s'expliquaient par le faible niveau de développement des forces productives, par la production marchande orientée sur le bénéfice et par les connaissances insuffisantes sur les effets à long terme des atteintes de l'homme à la nature. Ce n'est qu'avec le développement de l'impérialisme et l'expansion mondiale de la production marchande capitaliste que le pillage de la nature et la destruction de l'environnement ont pu prendre des dimensions globales.

Dans les années 1980, il a fallu considérer que les « transformations du milieu naturel par l'homme » étaient entrées « dans une **phase de destruction** accélérée du sol, de l'eau, de l'air, de la flore ». Une **crise écologique** était née qui n'était pas loin « de tourner à une **catastrophe écologique**, si des mesures radicales ne sont pas prises immédiatement. » (ibid. p. 173/174/175)

À l'époque, le MLPD a qualifié avec pertinence la crise écologique de « **phénomène corollaire de la crise générale du capitalisme** », parce qu'elle n'était pas, à ce stade, une nécessité économique pour le fonctionnement de la production capitaliste. En conséquence, la crise écologique pouvait « être écartée par la lutte active contre la politique des monopoles, aussi longtemps qu'il existe encore une possibilité de sauver la nature. » (ibid. p. 179)

Au début des années 1990, des signes ont apparu indiquant, pour la première fois, que la crise écologique allait basculer dans une catastrophe écologique globale.

*« Nous parlons d'une **catastrophe écologique globale** lorsque la perturbation des échanges naturels entre le sol, l'eau, l'air, la flore et la faune a atteint une proportion telle que l'équilibre n'est plus assuré entre ces échanges, et les fondements de toute existence et production*

humaines sont détruits. » (Le Néocolonialisme et les changements dans la lutte de libération nationale, p. 108)

Quatre caractéristiques principales du basculement de la crise écologique en catastrophe écologique globale se sont dégagées à l'époque :

- L'effet de serre suite au rejet massif de gaz à effet de serre,
- L'accroissement du trou d'ozone,
- La destruction accélérée des forêts pluviales équatoriales,
- Des catastrophes écologiques régionales telles que des inondations, des sécheresses, la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, les destructions dues aux guerres impérialistes comme par exemple au Proche-Orient.

La transformation de la crise écologique d'un effet secondaire à un phénomène inéluctable

Avec la nouvelle organisation de la production internationale depuis les années 1990, la **crise écologique** est devenue un **phénomène immanent du mode de production capitaliste**. C'est-à-dire que la production et la consommation capitalistes **ne fonctionnent plus que sur la base d'une destruction chronique porteuse de crises**. Ainsi, le développement du capitalisme est arrivé à un point où il est devenu incompatible avec la sauvegarde des **moyens naturels de subsistance** de l'humanité. Cela a surtout deux raisons :

Premièrement, la **suraccumulation de capital** est devenu **chronique** avec la nouvelle organisation de la production internationale : les possibilités de réaliser des placements promettant le profit maximal sont restées en deçà de l'extension du capital. Pour cette raison, l'exploitation sans bornes des ressources naturelles comme source de richesse à un niveau de **destruction systématique et universelle de l'unité vitale de l'homme et de la nature** est devenue pour la première fois une **contrainte économique**, sans laquelle le capital financier international dominant sans partage ne pourrait plus réaliser des profits maximaux.

Deuxièmement, la transition vers une catastrophe écologique globale est arrivée à un point où des **dommages irréversibles** se sont produits dans les **cycles globaux des matières** et dans **l'équilibre écologique global**. Dans la destruction environnementale porteuse de crises, des facteurs ont pris forme qui développent leur propre dynamique dévastatrice et, de surcroît, accélèrent le basculement dans la catastrophe écologique globale.

Facteurs économiques qui aggravent la crise écologique

Afin de contrecarrer la tendance à la chute du taux de profit dans les conditions de la suraccumulation chronique, les supermonopoles internationaux sont obligés de recourir à de **nouvelles méthodes** qui, en particulier vu leur dimension et leur interaction, accélèrent à l'extrême la destruction de l'environnement.

Premièrement : accroissement constant de la production de masse au lieu de satisfaction planifiée des besoins des masses

De nouvelles occasions de placement pour les capitaux croissants se présentent uniquement en créant des besoins artificiels et des modes, par exemple avec des instruments de communication et des offres de distraction toujours plus nouveaux. Ce faisant, c'est de plus en plus de la camelote dont on n'a pas besoin qu'on lance sur le marché, alors que d'un autre côté, une partie croissante de l'humanité manque du plus urgent. En même temps, la durée de vie des produits est délibérément limitée, par exemple celle des téléphones mobiles, des ordinateurs, d'autres appareils électriques, des vêtements ou des voitures particulières, afin d'augmenter artificiellement le besoin d'acheter. La lutte pour la domination du marché

mondial contraint les capitalistes à raccourcir la durée de rotation des capitaux et à élargir constamment la production. De plus, la production de masse est stimulée par le capital spéculatif, sans tenir aucun compte de l'amenuisement des possibilités d'écouler tous les produits. Cette « production destinée à la poubelle » gaspille, dans une mesure croissante, la main-d'œuvre humaine et les ressources naturelles. Toutefois, avec le renouvellement des moyens de production sur une base technique ultramoderne et l'internationalisation de la production, toutes les conditions matérielles préalables ont en même temps mûri pour produire de façon à protéger la nature et à satisfaire systématiquement tous les besoins des masses.

Deuxièmement : contrôle des marchés nationaux par le capital financier international qui les inonde de marchandises

Pour pouvoir écouler le flot constamment croissant de leur production de masse, les monopoles internationaux se sont soumis entièrement le marché mondial. L'organisation mondiale du commerce (OMC) fait entendre le cri de guerre « libéralisation des marchés » au niveau mondial et – pour le bien du capital financier international – supprime tous les règlements nationaux avec lesquels en premier lieu les pays néocoloniaux dépendants et opprimés cherchent à protéger leurs marchés locaux. La protection de l'environnement est rigoureusement soumise aux pratiques internationales et aux intérêts de profit maximal des monopoles internationaux. L'accès ouvert à tous les marchés nationaux du monde est une condition politique essentielle pour réaliser la production marchande débordante et l'exploitation effrénée de l'air, de l'eau et du sol frais. À présent, les dernières contrées vierges de la Terre sont inondées de marchandises et des montagnes de détritiques qu'elles génèrent.

Troisièmement : exploitation effrénée des ressources limitées en matières premières au lieu d'une économie de recyclage

Le contrôle exclusif des marchés nationaux et internationaux par le capital financier dominant sans partage fait de la plupart des pays des libres-services pour des matières premières et de la main-d'œuvre. Le capital financier international considère que le pillage sans bornes des réserves de matières premières est simplement une source « naturelle » de l'augmentation du profit maximal. Entre 1999 et 2008, les groupes pétroliers internationaux ont fait grimper la production de pétrole de 3,5 à près de quatre milliards de tonnes par an. Entre 2000 et 2008, les trois plus grands monopoles de l'industrie minière ont plus que triplé leur chiffre d'affaires, de 43 milliards à 151 milliards de dollars US. La lutte concurrentielle des impérialistes épuise les réserves de matières premières de plus en plus vite. Quant au pétrole brut, la découverte de nouveaux gisements a cessé, depuis un certain temps, de suivre le rythme de la progression de la production à tel point que le sommet historique du volume d'extraction (Peak Oil) sera atteint tôt ou tard. Compte tenu de ce fait, l'exploitation du pétrole et du gaz naturel s'étend de plus en plus à des zones difficilement accessibles, comme c'est le cas avec l'exploitation des grands fonds marins. Les supermonopoles internationaux ne s'arrêtent même pas devant l'Arctique : 30 pour cent des réserves de gaz naturel et 13 pour cent des réserves pétrolières sont supposées s'y trouver.

Le capital financier international ne reculera pas devant l'extraction de toutes les matières premières des profondeurs de la Terre pour les dilapider ensuite. Il pratique une « culture du gaspillage » débordante et se défend bec et ongles contre l'introduction d'une économie de recyclage de grande envergure visant à réutiliser les matières premières. Les technologies sont disponibles, elles ménageraient les ressources et seraient extrêmement rentables en termes d'économie nationale. Mais elles ne sont pas mises en œuvre.

Quatrièmement : production d'énergie promettant le profit maximal au lieu d'énergies renouvelables

Comme la production de masse s'intensifie et la productivité du travail s'accroît très rapidement, la quantité d'énergie qu'il faut utiliser augmente brusquement. Étant donné que les monopoles qui consomment de l'énergie ont intérêt à réduire leurs coûts, mais que les vendeurs, les monopoles pétroliers, miniers et énergétiques internationaux cherchent à accroître sans scrupules leurs bénéfices et augmentent pour cela les prix de l'énergie, la technologie des énergies renouvelables ne peut pas s'imposer spontanément. Le passage des

moteurs à essence et diesel aux moteurs électriques et à piles à combustible exigerait des investissements se chiffrant par milliards, par exemple pour installer un nouveau réseau de stations-service. La même aspiration à faire rapidement des bénéfices sans grands investissements se cache derrière le refus des monopoles de mettre un terme au gaspillage des ressources et à la pollution par l'incinération des déchets, de fermer des centrales à charbon et de renoncer à l'énergie nucléaire non maîtrisable. En 2010, plus de 145 centrales nucléaires ont été planifiées dans le monde entier. Chaque année, elles produiront des milliers de tonnes de plus de déchets radioactifs, dont la radioactivité persistera durant des millions d'années et mettra en danger durablement la flore, la faune et l'humanité.

En juin 2008, le groupe Siemens publia une brochure intitulée trompeusement « Efficacité énergétique et protection de l'environnement¹ ». Les auteurs comptent sur un doublement de la consommation mondiale d'électricité entre 2005 et 2030 : de 18 000 à 35 000 milliards de kilowattheures. La progression de la production électrique à partir des énergies renouvelables d'environ 360 milliards à 3150 milliards de kilowattheures n'est qu'un alibi vert dans ce contexte. En effet, dans la même période, la production électrique à partir des énergies fossiles est censée augmenter presque sans modération : de 12 060 à 21 700 milliards de kilowattheures. La réduction indispensable ou l'arrêt de la combustion fossile n'est pas envisagé par le capital financier international et les gouvernements impérialistes et ne sera pas réalisé volontairement par eux.

Cinquièmement : destruction de l'environnement par la logistique internationale et le trafic mondial

La chasse aux matières premières et aux avant-produits les moins chers a donné naissance à un système de trafic mondial et de logistique internationale qui n'est pas orienté sur un traitement ménageant les hommes et la nature, mais sur l'impératif du « juste à temps » pour le profit maximal. Les supermonopoles internationaux saluent même cyniquement la fonte des glaces polaires. Ainsi Max Johns, de l'association allemande des armateurs, a expliqué : « *Sans banquise, les matières premières peuvent être transportées pour la première fois de manière rentable* ». (*Spiegel online*, 17 septembre 2009 – archivé sur www.webcitation.org/5wFPeL95d)

Entre-temps, d'innombrables matières premières, produits semi-ouvrés et alimentaires sont produits dans tous les pays du monde. Le caractère progressiste de cette division du travail internationale est perverti, parce que la lutte concurrentielle pour la production la plus profitable a comme résultat que les cargos et les pétroliers, les avions, les trains et les camions parcourent chaque jour des millions de kilomètres, ce qui est économiquement absurde et nuisible pour l'environnement. Les monopoles agroalimentaires européens, par exemple, ne font abattre les porcs, les bœufs et la volaille que là où ils peuvent réduire les coûts et réaliser le profit maximal. Pour cette raison en 2010, 26 millions d'animaux de boucherie se sont retrouvés sur les routes européennes chaque jour ouvrable, dont 75 pour cent dans des transports de longue distance. Ce sont surtout les camions requis à cet effet qui ont contribué aux paralysies du trafic régulières sur les autoroutes et les routes nationales.

Sixièmement : soumission de l'agriculture aux intérêts du capital financier international dominant sans partage

À la recherche de possibilités de placement procurant le profit maximal, les monopoles agraires, chimiques et alimentaires internationaux ont industrialisé l'agriculture au niveau mondial et l'ont soumise à leurs intérêts financiers. Ils contrôlent de grandes parties des terres cultivables et des semences ainsi que les banques génétiques. L'intensification excessive de la production agricole est accompagnée de l'emploi de quantités gigantesques d'engrais chimiques, d'insecticides et de pesticides hautement toxiques, ainsi que d'autres substances présentant un danger pour la santé dans la production animale. De plus en plus de surfaces agraires sont détruites, de plus en plus d'aliments sont produits artificiellement ou pollués par des substances toxiques. Alors que la faim se propage dans le monde entier, une partie toujours plus grande des surfaces cultivables est utilisée abusivement pour cultiver des combustibles d'origine végétale sous prétexte de produire de la « bioénergie ». La production de viande est devenue une affaire gigantesque. Dans beaucoup de pays, elle accapare de

¹ Energieeffizienz und Umweltschutz (Efficacité énergétique et protection de l'environnement)

grandes quantités de produits végétaux qui ne peuvent donc plus servir de denrées alimentaires pour les hommes. De surcroît, l'élevage massif de bétail avec son émission de méthane contribue largement au renforcement de l'effet de serre.

Septièmement : la destruction de l'habitat naturel restreint dangereusement la production et la reproduction de la vie humaine

Dans toutes les grandes villes augmentent les problèmes d'eau et de déchets, de trafic et de smog et d'une infrastructure urbaine catastrophique ou à peine existante. En 2009, la moitié de la population mondiale vivait dans des villes, et déjà huit pour cent dans des mégapoles de plus de cinq millions d'habitants. La misère sociale et psychique que provoque la vie sans travail, sans assurance sociale, dans des quartiers avec un taux de criminalité élevé ou dans des bidonvilles, a un effet particulièrement pénible.

La destruction de l'environnement frappe les hommes au-delà de toutes les régions et de tous les pays. Les lésions dues aux rayons électromagnétiques (« smog électrique ») et le rayonnement ionisant provenant des substances radioactives, ont des causes physiques. Les intoxications et beaucoup d'allergies qui progressent de façon inquiétante ont des causes chimiques. On estime que la production capitaliste introduit plus de 150 000 substances artificielles toxiques dans la biosphère, dont certaines en grandes quantités. Elles proviennent des matières plastiques et de l'incinération des déchets. Beaucoup de ces poisons ont des effets nuisibles sur les processus biologiques sans pour autant s'épuiser dans ce processus; ils s'accumulent dans la biosphère.

En raison de la déforestation et du défrichement par le feu, la forêt pluviale équatoriale, qui est de la plus grande importance pour le cycle du CO₂ et le climat mondial, avait perdu en 1985 la moitié de la surface qui existait encore en 1950.

La surpêche des océans a pris des dimensions dramatiques. Beaucoup d'espèces d'organismes marins sont menacées de disparition ou ont déjà disparu. La pollution des mers par les déchets ne cesse d'augmenter. De gigantesques tourbillons de déchets se sont formés dans l'Atlantique et le Pacifique ; des déchets en plastique y dérivent sur une surface plusieurs fois plus grande que celle de l'Allemagne. Quand ils se décomposent en morceaux de plus en plus petits (« micro-plastique »), ils empoisonnent les poissons et d'autres créatures de la mer. Les accidents de pétroliers et d'autres catastrophes contaminent de plus en plus les mers, comme en 2010 avec la plate-forme pétrolière « *Deepwater Horizon* » de forage dans les grands fonds, quand le groupe BP a pollué le golfe du Mexique avec environ 780 millions de litres de pétrole brut. Mais trois fois plus de pétrole est déversé chaque année dans les océans rien que par la circulation normale des pétroliers et de l'autre navigation.

En partie, ces méthodes ne sont pas nouvelles. Ce qui est nouveau, c'est qu'elles sont employées à l'extrême et universellement sur la base du diktat du capital financier international. Ce qui est également nouveau, c'est qu'aujourd'hui, ces méthodes sont devenues les **conditions fondamentales de la domination** du capital financier international sur le marché mondial, et d'une production qui génère le profit maximal, et donc une **contrainte économique** pour le mode de production capitaliste internationalisé. Dans leur **interaction et leur dimension**, elles représentent une **nouvelle qualité de l'exploitation des ressources naturelles** qui, à ce stade, dissout la dialectique fondamentale de l'homme et de la nature.

Changements irréversibles et interactions destructives dans la nature

Dans le cas du réchauffement de la Terre, en particulier, s'est développée une **propre dynamique** qui renforce considérablement les atteintes destructives de l'homme à la nature et accélère le passage à une catastrophe écologique globale.

- À la fin des années 1970, les **glaces polaires arctiques** occupaient en hiver une superficie d'environ 15 millions et en été de 7,5 à 8 millions de mètres carrés. Depuis, la surface gelée s'est réduite de manière telle qu'elle atteignait tout juste 4,6 millions de mètres carrés en été 2010. En 2007, pour la première fois, le passage nord-ouest au nord du Canada était dépourvu de glace. De 1980 à 2008, la masse des glaces restantes a reculé de 53 pour cent environ. Cette fonte dramatique des masses gelées

de l'Arctique a un effet sur le climat du monde entier à travers l'« **effet albédo** ». L'eau et la glace réfléchissent les rayons de soleil très différemment : les surfaces gelées renvoient jusqu'à 90 pour cent du rayonnement solaire vers l'espace, alors que les surfaces de l'eau absorbent ce rayonnement à 90 pour cent sous forme de chaleur. Cela a des effets globaux sur les courants marins et aériens et entraîne une accélération, qui s'intensifie elle-même, du réchauffement de la Terre, d'abord dans cette région, puis sur toute la Terre en raison de l'effet de serre.

- Depuis les années 1960, les températures ont déjà augmenté, p. ex. en Sibérie de trois degrés Celsius ; les pergélisols fondent. Au Canada, la frontière du pergélisol s'est déjà déplacée de 130 kilomètres en direction du pôle. Des **quantités énormes de carbone et de méthane** commencent à s'échapper des pergélisols qui, jusqu'ici, occupaient de grandes surfaces de la Sibérie, de l'Alaska et du Canada ; cela amplifie l'effet de serre.
- Un autre effet du réchauffement de la région du pôle Nord se manifeste dans la fonte accélérée des glaces continentales du Groenland. Le taux de fonte a augmenté des facteurs deux à quatre pendant la première décennie du 21^e siècle. Actuellement, la fonte des glaciers est, à côté de la dilatation des eaux plus chaudes, la cause principale de la hausse du niveau de la mer. Déjà au 20^e siècle, le niveau de la mer est monté de 17 centimètres en moyenne dans le monde – avec une tendance à l'accélération. Si à elles seules, les glaces du Groenland fondaient totalement, il y aurait une **hausse du niveau de la mer** de sept à huit mètres. Des pays entiers seraient inondés et inhabitables.
- La masse du plancton végétal, la base de la chaîne alimentaire dans la mer, a diminué de 40 pour cent depuis 1950 suite à la hausse de la température des mers. Le plancton végétal représente 50 pour cent de la totalité de la biomasse de la Terre et est responsable de plus de 50 pour cent de la photosynthèse². La **réduction à près de moitié de la masse du plancton végétal** représente une évolution catastrophique pour la chaîne alimentaire des océans et la production d'oxygène.
- La concentration croissante du dioxyde de carbone dans l'atmosphère est également responsable de **l'acidification des océans**, qui a des conséquences de grande envergure sur toute la chaîne alimentaire dans la mer. Par interaction avec des déchets toxiques, qui sont déversés dans la mer illégalement ou suite à des accidents, l'eau de mer acide nuit aux plantes, aux micro-organismes, aux coquillages, aux poissons, aux oiseaux. La plupart du temps, cela ne provoque pas une mort immédiate, mais des mutations génétiques se produisent plus souvent, la faculté de se reproduire est perturbée, des lésions chroniques des systèmes nerveux et hormonaux se propagent. Le dysfonctionnement progressant du cycle biologique et des biocénoses des mers accélère le basculement de la crise écologique en catastrophe écologique globale.
- La **forêt pluviale de l'Amazonie** peut de moins en moins assurer sa fonction régulatrice pour le climat mondial. Les phases de **sécheresse extrême** se multiplient : en 2005 et 2006, deux périodes arides centennales se sont directement succédées ; le niveau du fleuve a baissé jusqu'à treize mètres ; des régions autrefois boisées ou des surfaces cultivées se sont transformées en steppes.
- On peut observer des fluctuations météorologiques extrêmes alors que la catastrophe climatique s'annonce : une multiplication des **inondations** – au Pakistan en 2010, en Californie en 2010, en Australie en 2011 -, des **périodes arides** – en Russie en 2010 -, du **froid extrême** – en Amérique du Sud en 2010, en Europe en 2010. De telles bouleversements climatiques ne causent pas seulement de plus en plus de dommages économiques, mais entraînent directement la mort de centaines de milliers d'hommes, et des millions deviennent des réfugiés.
- La **disparition des espèces**, causée par l'homme, a pris une allure menaçante. Chaque année disparaissent 27 000 espèces. Un rapport publié au printemps 2010 sur ordre de la commission consacrée à la biodiversité de l'ONU, a montré que de 1970 à 2006, presque un tiers de toutes les populations enregistrées des espèces de vertébrés a disparu. La tendance à une prochaine disparition drastique se manifeste en particulier parmi les espèces qui vivent dans les tropiques et dans les eaux douces.

- Les « substances endocriniennes » représentent un problème encore peu recherché et encore moins pris en considération : ce sont des produits chimiques libérés dans l'environnement qui agissent comme des hormones. Ils modifient des systèmes de régulation dans des organismes, comme p. ex. l'action des hormones sexuelles, et peuvent entre autres mener à la diminution de la faculté à se reproduire. Des denrées alimentaires modifiés ou produites artificiellement, ou des plantes et des animaux manipulés génétiquement sont également de plus en plus répandus – avec des conséquences à peine prévisibles. À l'échelle mondiale se renforce la tendance à la **déformation des protéines**. Des épidémies anciennes et nouvelles se propagent au-delà des frontières. Les tumeurs, les allergies, les maladies démentielles progressent fortement ; des « syndromes » nouveaux qui nuisent au système nerveux et à la santé psychique des hommes se multiplient. Tout cela est l'expression du commencement d'une atteinte directe à la production et la reproduction de la vie humaine en général.

Il ne faut pas du tout rejeter le fait que des scientifiques à prendre au sérieux voient le danger que la capacité à l'autorégulation de la biosphère et à la préservation d'un équilibre relatif des organismes supérieurs risque de s'effondrer. Le monde se trouve en transition vers la phase d'un déploiement incontrôlable, éruptif des contradictions entre les hommes et la nature, ce qui met directement en danger les **moyens de subsistance de l'humanité**.

L'approche d'une catastrophe climatique

Au mépris du Protocole de Kyoto³, malgré le développement des énergies renouvelables, la part de celles-ci dans l'approvisionnement du monde en énergie primaire diminue. La consommation d'énergies renouvelables s'accroît plus lentement que la progression de la consommation d'énergie totale. Dans aucun autre domaine, la politique environnementale impérialiste n'a échoué aussi manifestement que lors du sauvetage du climat mondial.

Entre 1900 et 2007, les émissions mondiales de CO₂ ont progressé de près de 2 milliards de tonnes à nettement plus de 30 milliards. En novembre 2008, le Secrétariat de l'ONU sur les changements climatiques a dû constater que les émissions de gaz à effet de serre dans 40 pays industrialisés s'étaient accrues de 2,3 pour cent entre 2000 et 2006 – malgré toutes les incantations lors des conférences climatiques. De 1990 à 2008, rien que les émissions de CO₂ ont augmenté de 40 pour cent au niveau mondial.

L'avance du réchauffement de la terre ne peut plus être niée. Depuis qu'on a commencé à enregistrer les températures, en 1850, 12 des 13 années les plus chaudes se situent dans la période de 1995 à 2007. Certes, depuis 2008 les émissions fossiles directes ont baissé d'un pourcentage de quelques points à cause de la crise mondiale économique et financière, mais cela ne change rien à l'augmentation de la teneur en CO₂ de l'atmosphère, et surtout à la montée de la température moyenne mondiale.

Des scénarios scientifiques⁴ supposent que la température moyenne sur la surface de la planète, s'élevant aujourd'hui à plus de 14 °C, pourrait monter de 1,1 à 6,4 °C d'ici 2100. La terre arable et les forêts de la planète se dessécheraient sur une grande échelle – si l'humanité ne met pas fin radicalement à cette évolution.

³ Protocole annexé à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques adopté le 11 décembre 1997 à Kyoto (Japon), visant la réalisation de celle-ci dans le but de la protection du climat.

⁴ Quatrième rapport IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change) [GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)]

1.1.1. Une offensive de l'écologisme impérialiste

Coïncidant avec le début de la nouvelle organisation de la production internationale, le capital financier international a déclenché une offensive de l'écologisme impérialiste. Cette offensive visait à désintégrer le mouvement environnemental international à caractère plutôt petit-bourgeois, né dans les années 1970 et 1980 ou, du moins, à rallier ce mouvement à la « politique environnementale » impérialiste.

En 1990, le politicien américain Al Gore présenta un livre intitulé « Earth in the Balance : Ecology and the Human Spirit »⁵, où il a mis en garde contre une catastrophe environnementale globale et fait de la publicité pour une « économie de marché écosociale ». En 1995, le journaliste et théologien Franz Alt, l'ancien ministre de l'Environnement de la Sarre, Jo Leinen (SPD⁶), et le politicien des Verts et futur ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer, ont repris cette duperie et publié l'appel « Ökologischer Marshallplan » [Plan Marshall écologique]. Là, ils exposaient largement et avec insistance les dévastations de la crise environnementale globale pour déclarer ensuite :

« La destruction de l'environnement, surtout de celui de nos enfants et petits-enfants, ne peut plus être empêchée que par l'action énergique commune de tous les gens, organisations, entreprises et gouvernements qui s'engagent pour l'environnement ... Le sauvetage des moyens de subsistance naturels bénéficie à tous. ... Une gestion écologique avec une consommation réduite en énergie et ressources n'est pas seulement bonne pour l'environnement, mais aussi pour l'économie. » (www.ramsch.org/martin/uni/fmi-hp/oemp.html – archivé dans www.webcitation.org/5wFIMDrgv)

Cet appel était à la base du slogan « Compatibilité de l'économie et de l'écologie » dans le capitalisme, que tous les partis monopolistes ont fait leur entre-temps. Pour l'essentiel, cela ne signifie rien d'autre que : des mesures de protection de l'environnement ne peuvent être prises que si elles sont compatibles avec les intérêts de profit des monopoles. Par cela, les principaux responsables de la crise environnementale devenaient des sauveteurs, et sous un camouflage écologique, on leur permettait d'engranger leurs bénéfices comme auparavant. L'impérialisme écologique vise à laisser apparaître superflue la résistance active du mouvement écologiste puisque, dorénavant, les responsables aux niveaux économique et politique s'occuperaient de la cause.

Depuis longtemps la technologie environnementale est devenue un nouveau domaine pour le placement de capitaux et la maximalisation du profit. Sous le diktat de la conquête du marché mondial, même des technologies progressistes comme la production de biogaz ou les installations d'éoliennes peuvent, par leur utilisation incorrecte ou excessive, se transformer en leur contraire et entraîner de nouvelles destructions environnementales. Sous la bannière de la « protection du climat », on planifie le stockage souterrain énergivore de CO₂ provenant des centrales électriques au charbon, ce qui occasionnerait des dégâts écologiques dévastateurs ainsi que des risques pour l'homme.

Le commerce mondial de « droits de pollution » est l'exemple le plus frappant de la manière dont les principaux responsables de la catastrophe climatique globale menaçante pervertissent la protection de l'environnement. Dans le livre « Ist die Erde noch zu retten ? » [La Terre peut-elle encore être sauvée ?], il est dit à ce sujet :

« La méthode décisive, imposée dans les conférences mondiales sur le climat entre 1992 et 1997 était le "commerce de droits de pollution" ... Naturellement, la logique de la privatisation de l'air est mise en pratique en fonction des rapports de pouvoir économiques et politiques actuels : les pollueurs à grande échelle reçoivent plus de droits que les petits pollueurs. Celui qui n'a rien émis jusqu'à ce jour, ne reçoit pas de droits du tout. Les pays en

⁵ Édité en Allemagne sous le titre « Wege zum Gleichgewicht—Ein Marshallplan für die Erde » [Voies vers l'équilibre – un Plan Marshall pour la terre], en France sous le titre « Sauver la planète Terre : l'Écologie et l'Esprit Humain » et « Urgence planète Terre, l'esprit humain face à la crise écologique » dans l'édition de 2007

⁶ Sozialdemokratische Partei Deutschlands [Parti social-démocrate d'Allemagne]

voie de développement qui n'ont que peu d'émissions à effet de serre n'ont, en conséquence, que peu de droits de pollution, contrairement aux pays impérialistes. Ainsi ils ont d'emblée seulement une part marginale aux affaires profitables. Par conséquent, le processus de Kyoto renforce l'inégalité économique entre les pays sous dépendance néocoloniale et les pays impérialistes et, de surcroît, il constitue lui-même un instrument de l'oppression et de l'exploitation néocoloniales. » (p. 80 et 84)

Des « programmes pour la protection du climat » des dominants ne sont pas seulement de la tromperie, mais aussi des armes dans la lutte contre les rivaux impérialistes et des instruments pour approfondir l'exploitation et l'oppression néocoloniales. La technologie environnementale se développe en « vedette de la compétitivité », surtout pour les groupes allemands. La « modernisation écologique » ne porte pas seulement sur les énergies renouvelables et la biotechnologie, mais aussi sur des méthodes de production et des produits « révolutionnés en efficacité ». Utiliser un minimum de matériau, d'énergie et de main-d'œuvre doit ménager l'environnement, mais cela promet surtout des profits maximisés, ce qui est en fin de compte décisif pour le capital financier international.

Cependant, « efficacité environnementale » ne signifie que des économies quantitatives. Dans le meilleur des cas, elles réduisent des impacts individuels, mais ne résolvent pas le problème d'un changement nécessaire du mode de production social apte à rétablir l'unité entre l'homme et la nature.

La menace d'une catastrophe écologique globale comme nouvelle contradiction principale au sein du système impérialiste mondial

Lors de la transition vers la catastrophe écologique globale, la crise de l'environnement devient identique à la crise générale du capitalisme, parce qu'elle est devenue un phénomène immanent depuis la nouvelle organisation de la production internationale capitaliste. La crise de l'environnement touche tous les êtres humains – bien que de manière différente et à des degrés différents selon leur situation de classe. Elle menace même le mode de production capitaliste en tant que tel en retirant progressivement les bases naturelles à la production effrénée de masse et de plus-value.

La menace de l'humanité par une catastrophe écologique globale a fait surgir une nouvelle contradiction principale dans le système impérialiste mondial : la **contradiction entre le mode de production capitaliste et les moyens de subsistance naturels de l'humanité**.

Malgré les dégâts irréversibles déjà occasionnés, l'arrivée à maturité de la catastrophe écologique globale n'est pas le destin inéluctable de l'humanité. La base de cette catastrophe est le stade actuel de l'impérialisme, et cette base ne restera immuable que si le système impérialiste mondial et sa domination sur l'homme et la nature peut se maintenir. Le capital financier international dominant sans partage cherche de toutes ses forces à perpétuer la soumission de la production sociale à ses intérêts égoïstes. Mais cela est la voie la plus sûre vers la barbarie capitaliste.

Dans le mode de production social du socialisme, la rentabilité des moyens d'investissement mobilisés n'est qu'un critère, d'autres n'ont pas moins d'importance : de quels produits, dans quelle quantité, dans quelle qualité, la société a-t-elle vraiment besoin ? Comment peut-on produire ces biens tout en ménageant l'environnement et les ressources ? Dans quelle mesure le travail physique éprouvant peut-il être réduit ? Les procédés de production sont-ils compatibles avec la santé ? Comment peut-on influencer la croissance démographique et assurer la nourriture avec des aliments sains ? Comment peut-on éviter les frais de transports superflus et développer un système de circulation ménageant les hommes et la nature ? Comment l'environnement naturel, déjà fortement déformé, peut-il se remettre ? Etc.

Une économie de recyclage intégrale et généralisée, avec l'unité dialectique de la production et du recyclage pour fermer largement les cycles des matières, requiert un nouveau type

d'industrialisation avec un nouveau degré d'intégration des différents processus de production et de récupération. Cela exige un mode de pensée systémique qui n'admet aucune concurrence, aucune quête de l'effet et aucun savoir ni aucune action fragmentaires. Cela est identique à l'instauration du socialisme à l'échelle mondiale, où la plus-value et l'accumulation de capitaux ne sont plus au centre, mais bien la satisfaction des besoins de l'humanité en unité avec la nature.

Revolutionärer Weg, N° 32

Stratégie et tactique prolétariennes et caractère international de la révolution socialiste

(...)

I.5 Succès impérissables dans la construction du socialisme

(...)

Protection de l'environnement dans le socialisme

Dans son livre « Le Capital » Marx développait aussi la ligne de base dialectique des communistes sur le rapport de l'homme et de la nature :

« Une société entière, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies ne sont pas propriétaires de la terre. Elles n'en sont que des possesseurs, elles n'en ont que la jouissance et doivent la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en boni patres familias.⁷ » (Marx, « Le Capital », livre III, éditions sociales, Paris 1977, p. 705)

À cause des conditions historiques, les pays socialistes ne pouvaient pas comprendre et réaliser cette ligne directrice tout de suite et universellement. L'Union soviétique socialiste devait faire d'énormes efforts pour imposer la grande production socialiste ou pour se préparer à l'attaque du fascisme hitlérien et créer la base industrielle de la lutte pour la survie. C'étaient des projets à grande échelle, gigantesques, qui devaient surtout avoir en vue la défense du socialisme. L'énorme pression du camp impérialiste sur l'Union soviétique socialiste a poussé en partie sa politique économique à mettre en œuvre de grands projets et des mesures qui ont eu un effet dévastateur sur l'unité entre l'homme et la nature. La Chine socialiste a tiré les leçons de cette évolution. Du vivant de Mao Zedong, elle a réalisé dans beaucoup de domaines une protection de l'environnement exemplaire pour le niveau des connaissances scientifiques de l'époque. À la première Conférence des Nations unies sur l'environnement du 5 au 16 juin 1972 à Stockholm, le directeur de la délégation chinoise, Tang Ke, a informé :

« Maintenant, notre gouvernement commence à travailler méthodiquement sur la manière d'éviter et d'éliminer la pollution industrielle de l'environnement par des gaz d'échappement, des eaux usées et des déchets, en concordance avec les principes de la planification universelle, de la distribution rationnelle, de l'utilisation à buts multiples, de la transformation de choses nocives en choses utiles, de compter sur les masses, de la participation de tous à la protection de l'environnement et pour le bien du peuple. Depuis de nombreuses années, nous avons lancé des mouvements de masse patriotiques pour l'hygiène et des mouvements pour le reboisement, intensifié l'amélioration du sol, évité l'érosion du sol, transformé énergiquement les vieilles villes, reconstruit conformément au plan de nouvelles régions industrielles et minières, etc., pour ainsi préserver et améliorer l'environnement humain. Les faits ont démontré que le développement des industries sert au bien du peuple et que les problèmes qui résultent du développement industriel peuvent être résolus quand le peuple est maître de son pays, le gouvernement vraiment au service du peuple et s'occupe des intérêts du peuple. » (Peking Rundschau [Revue de Pékin] n° 24/1972, p. 7 – TDLR)

Un point de départ central était la manière dialectique d'aborder les problèmes de la pollution de l'environnement. Par exemple dans une campagne de masse on a discuté :

⁷ latin – en bon père de famille

« Quand on ... agit selon la dialectique matérialiste, déchets et non-déchets ne sont que des termes relatifs. Il n'y a rien dans le monde qui est absolument un déchet. Dans une condition, une chose est déchet, dans une autre elle est un objet de valeur ; ce qui est déchet dans une production devient le bon matériel pour une autre. » (Peking Rundschau [Revue de Pékin] n° 6/1971, p. 8 –TDLR)

C'est dans ce sens que s'est développée une campagne de masse sur l'unité dialectique entre les politiques économique et écologique socialistes, qui a fait sensation dans le monde entier. Dans l'introduction à la documentation « Protection de l'environnement en RP de Chine » l'auteure Sylvia Rogge a écrit :

« Bien avant que ce thème devienne moderne, p. ex. en RFA, la protection de l'environnement était popularisée sur une base de masse. Selon les directives du président Mao, l'usage polyvalent était réalisé, on nettoyait les cours et les plans d'eau, transformait les excréments en engrais, construisait des stations d'épuration des eaux usées, ramassait des matières premières, etc. La direction chinoise soulignait l'importance de la protection de l'environnement, en la liant à la ligne révolutionnaire de Mao Zedong. Et le sens de l'économie, l'usage multiple, le respect de l'environnement local, la décentralisation de l'industrie et la réduction de l'urbanisation faisaient de la Chine un pays dont la conscience écologique semble exemplaire. » (« Umweltschutz in der VR China », [Protection de l'environnement en RP de Chine], Holger Strohm (édit.) – TDLR)

Le professeur Dr K. William Kapp, qui s'est occupé intensément de la protection de l'environnement en RP de Chine au début des années 1970, lui attestait « d'avoir développé une stratégie spécifique et d'avoir gagné avec succès le public pour une coopération qui va bien au-delà de ce que l'on peut constater dans d'autres pays en voie de développement ou industrialisés » (ibid. p. 74 – TDLR)

Même en RDA socialiste, le ramassage et le recyclage des soi-disant « matières secondaires » était organisé de façon exemplaire. Des services privés ou publics ramassaient les vieux papiers, les bouteilles et les verres ainsi que, plus tard, la ferraille et les vêtements usagés. Déjà dans les écoles, on propageait le bon usage de ces matières. Les enfants et les jeunes – organisés dans leurs organisations de jeunesse – devenaient des militants de la protection de l'environnement et finançaient leur travail avec les recettes de ces collectes de matières recyclables. Avec ces mesures de recyclage étendues, on remédiait également au manque de matières premières en RDA.

La base de la politique écologique prévoyante dans le socialisme était le débat sociétal fructueux ayant abouti à la conclusion qu'avec la victoire sur le mode de production capitaliste orienté sur le profit maximal, la rétablissement et le développement à un niveau supérieur de l'unité de l'homme et de la nature pouvait devenir un objectif et une condition fondamentale de l'économie socialiste.

Revolutionärer Weg, N° 34

III. La stratégie et la tactique marxiste-léniniste de la révolution internationale

(...)

III.3

Changements de la stratégie et de la tactique de la lutte des classes nationale et internationale pour la préparation de la révolution internationale

(...)

L'importance vitale de la lutte pour la protection de l'environnement naturel et contre la menace d'une catastrophe climatique globale

La lutte pour sauver les moyens de subsistance naturels de la soif de profit du capital financier international devient **la tâche la plus importante de la révolution socialiste internationale à côté de la lutte pour la libération sociale et nationale**. Aujourd'hui, l'environnement ne peut plus être sauvé durablement sans l'élimination du mode de production capitaliste !

Jusqu'à présent, la plupart des luttes environnementales se sont focalisées sur des problèmes locaux ou régionaux tels que le désastre dû à la fuite de gaz toxiques à Bhopal en Inde, le scandale à propos des déchets de Naples en Italie, la catastrophe pétrolière dans le golfe du Mexique, le stockage criminel de déchets nucléaires présentant un danger mortel ou la menace pour les habitats et les richesses naturelles dans beaucoup de pays. Toutefois entre-temps, les larges masses prennent rapidement conscience que la crise écologique et climatique a une dimension globale, et que la cause principale en est le mode de production capitaliste au niveau actuel.

Lors de la « Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère », qui s'est tenue à Cochabamba du 20 au 22 avril 2010, plus de 30 000 participants ont manifesté et discuté – dont 20 000 paysans, indigènes, ouvriers, femmes et scientifiques rien que de la Bolivie. Dans la déclaration de la Conférence mondiale il est dit :

« Le capitalisme requiert une industrie militaire puissante pour étayer son processus d'accumulation ainsi que le contrôle de territoires et de ressources naturelles, tout en réprimant la résistance des peuples. Il s'agit d'un système impérialiste de colonisation de la planète. ... Le modèle que nous avons proposé ne consiste pas en un développement destructif ni illimité. Les pays ont besoin de produire des biens et des services pour satisfaire les besoins de base de leur population, mais ils ne peuvent en aucune manière continuer sur ce chemin de développement dans lequel les pays les plus riches ont un poids écologique 5 fois plus grand que ce que la planète est capable de supporter. Actuellement, on a dépassé de 30 % la capacité de la planète à se régénérer. À ce rythme de surexploitation de notre Terre Mère, on aura besoin de deux planètes en 2030. »

(Accord des peuples, publié sur Internet : <http://cmpcc.org/acuerdo-de-los-pueblos/>, téléchargé le 27/03/2011)

Le problème central de la lutte pour la protection de l'environnement naturel est le fait que le mouvement écologique est séparé du mouvement ouvrier, et que cette lutte se focalise localement et sur des projets. Dans le mouvement écologique petit-bourgeois, une certaine arrogance à l'égard du mouvement ouvrier et des influences anticommunistes ont pu se développer. Cela a été favorisé par le fait que la conscience des problèmes écologiques était sous-développée dans le mouvement ouvrier. La 10^e Conférence internationale de partis et organisations marxistes-léninistes en 2010 a discuté ce problème de façon critique et autocritique. Dans une résolution il est dit :

« La question de l'environnement est l'objet d'une grave préoccupation pour toute l'humanité en raison de la destruction irréversible causée à la Terre Mère par les puissances impérialistes pour assouvir leur soif de profit. La Conférence internationale constate qu'il y a eu des insuffisances du côté des marxistes-léninistes et du mouvement ouvrier dans la question de l'environnement. ... La classe ouvrière doit y assumer son rôle dirigeant et en même temps coopérer franchement avec tous les écologistes sérieux. La solution de la question environnementale réside dans le rétablissement de l'unité entre l'homme et la nature, elle réside en fin de compte dans le socialisme/ communisme où les intérêts de l'humanité et non

le profit seront au centre. »

La stratégie et la tactique marxiste-léniniste de la lutte écologique exigent :

- de venir à bout de la limitation des luttes écologiques aux niveaux régionaux ou locaux et dans le temps, et de créer un **front de résistance international pour sauver l'environnement de la soif de profit**. Actuellement, le principal objectif commun de ce front de résistance internationale consiste à empêcher la catastrophe climatique.
- de comprendre la **lutte pour réaliser les méthodes de production progressistes de l'économie du recyclage** comme partie intégrante de la lutte des classes de la classe ouvrière internationale, et de la mener en alliance avec tous les mouvements de masse qui peuvent être gagnés à cette cause.
- de relier la **lutte pour les mesures immédiates les plus urgentes** pour la protection de l'environnement à la préparation de la révolution socialiste internationale. Le mouvement ouvrier révolutionnaire doit se placer à l'avant-garde de la lutte pour la protection de l'environnement naturel.

III.4 Stratégie et tactique pour forger le front unique prolétarien

(...)

1.1.2.

1.1.3. La lutte pour la protection de l'environnement naturel

Aujourd'hui, la lutte pour sauver l'environnement naturel doit se diriger contre le mode de production capitaliste et la domination sans partage du capital financier international et, sous la direction de la classe ouvrière, se développer en front de résistance internationale. Il ne peut pas faire de la reconnaissance de l'objectif socialiste une condition préalable ; mais les marxistes-léninistes doivent mener cette lutte comme école d'action internationale organisée dans la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme.

Au cours des dernières années, le mouvement écologique est devenu, à côté du mouvement ouvrier, le mouvement où la question du système s'est soulevée le plus intensément. C'est une condition importante pour que la résistance active pour sauver l'environnement puisse devenir partie intégrante de la lutte changeant la société, pour le socialisme. En même temps, la résistance active pour sauver l'environnement n'est pas restreinte à la lutte des classes. Elle implique de larges secteurs des couches non prolétariennes dans la lutte, ce qui exige un travail d'alliance universel.

Dans son travail quotidien, le MLPD encourage le traitement conscient de la nature par les masses. Il propage l'unité du mouvement écologique et social, la lutte commune des ouvriers et des larges masses, des scientifiques progressistes et des forces conscientes de l'environnement de la bourgeoisie non monopolisée, le soutien de la politique écologique des gouvernements anti-impérialistes ou des gouvernements de pays particulièrement concernés comme les îles du Pacifique.

Avec sa stratégie et sa tactique de la lutte pour le mode de pensée, le MLPD aide les masses à renforcer leur conscience écologique à un tel point qu'elles puissent résister à la campagne de désinformation des « écosceptiques » payés par les monopoles, au fatalisme destructeur d'une ambiance de fin du monde et à d'autres influences du mode de pensée petit-bourgeois écologique. Les associations internationales pour la protection de l'environnement doivent être indépendantes et ouvertes quant à la conception du monde, travailler sur une base antifasciste, être organisées de façon démocratique et financièrement indépendantes. Elles doivent combattre toute forme d'ambition petite-bourgeoise au dirigisme. En raison de la position dominante de longue durée des militants petits-bourgeois dans le mouvement écologique, la lutte contre l'anticommunisme moderne revêt une importance particulière.

En 2008, le MLPD a publié son **programme pour la protection du climat**. Il comprend et explique la proposition de réduire les émissions des gaz à effet de serre de 70 à 90 pour cent d'ici 2030 par l'exploitation à 100 pour cent d'énergies renouvelables et aux frais des monopoles.

Le MLPD s'emploie avec succès à obtenir la coopération internationale des forces révolutionnaires, également dans la lutte pour sauver l'environnement de la soif de profit. Il soutient les associations internationales tel que le Conseil pour l'environnement, réalisé pour la première fois en 2009 à Gelsenkirchen/Allemagne avec une participation internationale, et il prend systématiquement fait et cause pour de telles actions dans le mouvement ouvrier. La lutte commune écologico-politique sous la direction de la classe ouvrière – avec des publications et des débats massifs sur les technologies ou des méthodes de production ménageant l'environnement et leur réalisation – est également une école de la construction du socialisme et de la formation du rôle dirigeant du prolétariat industriel international, porteur des forces productives les plus progressistes.